

LE DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF: Un rendez-vous manqué avec l'histoire

«L'arme la plus puissante entre les mains de l'opresseur est l'esprit de l'opprimé» **Steve BANTU BIKO**

Ce postulat contre la tenue du dialogue politique inclusif s'inscrit dans la lignée de l'opposition exprimée en 76/77 par Doungoumia Focky, Romain Sopio, Marguerite Balenguelé et Alphonse Blagué contre l'avènement de l'empire.

Dans ce Centrafrique de près de deux millions d'habitants en 1976, ils étaient quatre marginaux dans la masse des serviteurs patrimoniaux et des dangereux ambitieux (1) à s'opposer à la création de l'empire centrafricain. Ces quatre-là, Bokassa les brutalisa et les priva de liberté.

Trente-deux (32) années plus tard, les marginaux de 76 sont pour moi des héros, car l'empire et l'empereur font partie des pires choses arrivées en Centrafrique(2)

Dans cette posture, certains ont cru y voir de l'incohérence, de l'orgueil, de l'aveuglement, de l'autisme. En me déclarant Passionné du Centrafrique, d'autres ont cru que je n'étais pas doué de raison, car passionné et donc imprévisible, irresponsable et fonctionnant à l'affect. Cette tribune est une occasion pour réaffirmer ma prise de position et prendre rendez-vous avec l'histoire en opposant à l'arrogance et à la spiritualité, la vertu de la pédagogie du concret.



Alors que les rues de notre pays sont encombrées de désespérance, c'est ce moment là que choisissent nos élites (une majorité) pour dire au peuple Centrafricain que seul le recommencement de l'histoire est l'avenue de l'espérance;

Alors que tout va si mal, c'est ce moment là que choisissent nos oppresseurs pour nous parler d'amnistie, d'intégration dans l'armée, de nouvelle transition, de gouvernement d'union nationale...;

Alors que la paresse s'est emparée de nos esprits, on nous oblige à faire l'économie de l'inspiration, de la justice, de la sueur et du courage. (*)

L'actualité de ces dernières semaines ne peut laisser indifférent. Elle nous oblige à dépasser le factuel et à poser en toute sérénité et rigueur un regard sur les réalités des masses de notre pays et les différentes pistes de solutions proposées par les uns et les autres.

Il est vrai que par moment, certaines crises dépassent les cadres institutionnels et exigent un consensus de braves autour d'axes prioritaires. C'est une réalité historique contre laquelle je ne m'alignerai pas. L'interrogation qui en découle est de savoir si c'est le chemin par lequel doit passer notre pays?

Un constat s'impose : en Centrafrique, l'histoire est vide d'enseignements. Le rapport du comité préparatoire du dialogue politique est la manifestation de ce que j'ai appelée dans une précédente tribune : l'absence de vision. Avait-on réellement besoin de paralyser le pays trois années pour en

arriver là?

Les pérégrinations de certaines personnalités et les sursauts patriotiques de responsables déçus nous indiquent ce qui intéresse les acteurs de la crise que traverse notre pays.

Les réalités Centrafricaines et le contexte mondial nous obligent à faire l'économie des détours inutiles et chacun, dans son espace d'expression républicain à œuvrer pour s'attaquer au problème fondamental de notre pays.

Ce problème majeur a toujours été caractériser par l'absence d'un pouvoir « **Fort et Juste** » . Elle est la manifestation de l'échec de l'ensemble de nos élites.

Pour y remédier, il nous faut des institutions fortes, pérennes ; fruits d'énoncés politiques clairs qui ne peuvent sortir du dialogue politique inclusif , mais de structures politiques cohérentes. Un pouvoir FORT et JUSTE, est un système qui n'exerce pas le pouvoir, mais utilise l'autorité pour transformer et améliorer les conditions d'existence de ses masses, car la RCA notre pays est à un croisement et la pérennité du rêve CENTRAFRIQUE est l'enjeu principal. Il nous faut une nouvelle ambition nationale capable de jeter de nouvelles perspectives qui consolideront le désir de vivre ensemble et nous faire sortir de nos ghettos-refuges (ethnie, région, religion, habitude...) pour passer de la juxtaposition à la communauté.

Lorsqu'il n'y a pas de résultats ou d'inspiration à cause de faux débats procédant de fausses analyses des problèmes et notamment de la situation macro-économique et sécuritaire ; on ne peut escompter des mesures qui permettent de relancer l'économie. Là où il faut davantage de rigueur pour encadrer une vigoureuse ambition nationale face aux urgences et aux défis, nous optons pour le statu quo et l'éternel recommencement en vendant des illusions dangereuses qui nous empêchent de combler notre quadruple déficit : Confiance, Transparence, Espérance et Tolérance.

En agissant ainsi, nous perdons la notion d'échelle de responsabilité dans la déconfiture de notre pays. Nous oublions d'analyser le mécanisme producteur et nous proposons en permanence une juxtaposition de solutions obsolètes (casting et dosage). Nous nous attaquons aux effets et non aux causes et nous reproduisons le cycle des conditions qui donneront les mêmes effets : la déconfiture globale.

L'actuelle ère démocratique a débuté en 1991 avec le retour des activités syndicales et le pluralisme politique. Un petit survol historique est nécessaire pour mieux apprécier la posture qui est mienne face au dialogue politique inclusif en particulier et à la crise que traverse notre pays en général :

- 21 Septembre 1979: Restauration de la République
- 1980 : 08 au 15 Décembre, Séminaire national
- 1980 : 24 Décembre, 1er Procès BOKASSA
- 1981 : Mars, Élection de Dacko
- 1981: Mai-Juillet , désordre né de l'élection de Dacko, État de siège
- 1981: Septembre, coup-d'état de Kolingba, mise en place du CMRN (comité militaire de redressement national)

- 1986: Nouvelle Constitution
- 1987: Création du RDC (parti unique)/ Procès BOKASSA
- 1991 : rétablissement des activités syndicales et du pluralisme politique
- Aout 1992 : grand débat national
- Octobre 1992: Élections générales (annulées le 29 par la cour suprême)
- 1993: Création du Conseil National Provisoire de la République (CNPPR), 17 Janvier.
- Septembre/Octobre 1993 : Élection de Patassé, Investiture, Départ de Kolingba
- Janvier 1994 : Dévaluation du Franc CFA
- 1995 : États généraux de l'Éducation nationale
- Avril 1996 : 1^{ère} mutinerie
- Mai 1996 : 2^{ème} mutinerie
- Juin 1996 : Protocole d'accord politique
- Aout/Septembre 1996 : États généraux de la défense

→ comité mixte de désarmement

→ Programme minimum commun

- Novembre 1996 : 3^{ème} mutinerie
- Mars 1998 : conférence de réconciliation nationale

→ Pacte de réconciliation nationale

- Octobre 1998 : Élections législatives: Phénomène KOUDOUFARA
- Septembre 1999 : Réélection de Patassé
- 28 mai 2001 : coup d'état manqué du général Kolingba
- Novembre 2001 : tentative d'arrestation de Bozizé, exil Tchadien puis Français
- Octobre 2002 : prise manquée de Bangui par les hommes de Bozizé
- Mars 2003 : Coup d'état de Bozizé: Transition Consensuelle
- Septembre 2003 : Dialogue national

→ Mise en place du CSADN (3)

- Novembre 2004 : Nouvelle constitution
- Mars 2005 : Élections Présidentielles et Législatives
- Juin 2005- 2007 : Mise en place

→ Cour constitutionnelle

→ Assemblée Nationale

→ Conseil Économique et Social

→ HCC

Le retour du multipartisme, loin d'apporter le mieux-être au Centrafricain a fait croître le nombre de ses doléances. Les dix-sept années qui viennent de s'écouler ont été des années de prolifération d'armes de guerre, de forces armées non conventionnelles, de bombardements aériens des populations civiles, des viols à grandes échelles, d'affaires mafieuses, d'ethnocide, d'explosion du SIDA...

Dans l'échelle de responsabilité de la dégradation intégrée de notre pays au cours des trente dernières années, l'ensemble de l'actuel leadership politique se dispute la pôle-position. Face à un tel tableau, se pose la question de l'alternative. **Comment comprendre que l'on veuille toujours par tous les moyens, remettre au cœur des affaires de l'état, les acteurs de nos douleurs, de nos chagrins, de nos blessures, de nos déchirures et de nos souillures?** N'existe-t-il pas sous le soleil du Centrafrique ; d'autres femmes, d'autres hommes, d'autres acteurs? Pour que ce soient les mêmes aventuriers, avides de pouvoir aux mains rougies par notre sang que l'on invoque sans-cesse?

Dialoguer, sur quelles bases?

De 1992 à 2003, l'histoire nous a appris que les fora comme le dialogue politique inclusif servent à se partager le pouvoir, car les résolutions demeurent toujours sans lendemain. Qui se souvient des résolutions de 1980,1992,1998,2003 et surtout du CSADN plus proche de nous?

Or face aux réalités centrafricaines, le partage du pouvoir (4) n'est pas la panacée.

Dans une dépêche BBC Afrique du 03/04/2008 relative à la fin des travaux du comité préparatoire du dialogue politique inclusif, il est écrit : « ...Quant à l'ordre du jour du dialogue, il n'est pas très précis. Tout juste on sait qu'il ne s'agit pas de remettre en cause l'ordre constitutionnel, ni encore les élections remportées en 2005 par le président François Bozizé. Selon des sources proches de l'organisation des travaux préparatoires, le dialogue aura un volet sécuritaire avec notamment la question cruciale de l'intégration des combattants des différentes rebellions dans l'armée, un volet socio-économique et un volet relatif à la bonne gouvernance, avec notamment la question de la transparence dans l'organisation des prochaines élections de 2010. »

Lorsqu'on lit ce qui précède et que l'on a en mémoire le discours du chef de l'état à l'occasion du 13 aout 2007 et les récents développements de l'actualité Centrafricaine, les derniers verrous utopistes

sautent.

Les réalités profondes de notre pays ne sont pas prises en considération. La fameuse théorie du dialogue ou trialogue (5) fait oublier les véritables enjeux de la relance de notre pays. Pas besoin d'une loupe pour se rendre compte du décalage réel entre les élites et les masses (6).

Si aujourd'hui la déconfiture est générale et que le pays ne fonctionne plus sur les plans économique, sécuritaire, institutionnel et socioculturel, ce serait malhonnête de dire que la responsabilité incombe entièrement au régime actuel. Il a sa part de responsabilité en « poubélisant » l'engagement sur lequel il fut élu.

L'autre responsabilité est tricéphale :

1. Une opposition politique qui oublie d'où elle tire légitimité et sa vocation qui est celle de prendre le pouvoir c'est-à-dire être l'alternative en gagnant la bataille de l'opinion pour gérer les affaires de la République;
2. Des Centrafricains égarés qui pensent que savoir manipuler les armes ou une bande d'individus est un chemin pour arriver à la gestion des affaires de l'État;
3. Une élite apathique.

QUE FAIRE?

Face au tableau qui précède, la logique voudrait que l'on s'oriente vers une nouvelle offre politique avec des hommes et des femmes neufs ; capables d'engager un nouveau dirigisme d'état afin d'insuffler à notre pays une dynamique nouvelle pour redonner l'espoir, pour redresser, pour reconstruire et inscrire dans le marbre les bases du nouveau Centrafrique. Dans cette RCA qui se meurt. Dans ce pays à la population moralement et matériellement anémié, aux doléances légitimes accrues et à qui, il faut répondre, tout de suite et de manière cohérente ; le pire qui pourrait lui arriver c'est que ses éternels « saigneurs » soient maintenus et reconforter dans leurs rôles, par cet aréopage appelle Dialogue politique Inclusif (7).

Cette nouvelle offre est plus que nécessaire pour répondre de manière pragmatique aux besoins essentiels des masses Centrafricaines en créant les conditions pour qu'émergent des citoyens devenus les agents matériels de la transformation de la société.

Disposant de la somme des expériences du passé, nous devons affirmer avec force, notre indéfectible volonté d'engager un Processus Global d'Amélioration des Situations Concrètes de nos Masses (PGASM). Telle est la logique de l'histoire. Lorsqu'un pays a tout, et que son peuple n'a rien, il n'y a qu'une seule alternative. Soit, ce peuple accepte son sort et prend le risque certain de disparaître. Soit, il décide de s'organiser afin d'arracher ce qui lui revient de droit : la stabilité et la prospérité. (*)

C'est la révolte des gens de bien contre l'Injustice, l'Abrutissement et l'Eternel Recommencement.

Conclusion

Dans sa plaidoirie lors du procès Bokassa, Maître Nicolas Tiangaye avait dit : « ... **ce procès fut un miroir où se contemplait la société, et que, si l'image n'en était pas glorieuse, c'était à**

cause de la démission générale des élites... ce procès est celui de la honte nationale de la société centrafricaine et de la lâcheté des intellectuels » (j'ai la même opinion sur le forum à venir. **NDLR, CBM**)

Nous étions en 1987. Vingt et une année plus tard, les maux que le procès Bokassa était censé exorciser sont plus criant. Personne n'a retenu les leçons du procès, à savoir : **baliser les limites du devoir de chacun et assurer les droits humains pour garantir la prospérité économique et la stabilité.**

Nous nous sommes auto-emprisonnés en utilisant de méthodes devenues caduques.

Le dialogue politique inclusif qui se déroulera dans les jours à venir est une atteinte grave à l'ordre constitutionnel et à l'expression du pluralisme politique. Il est un rendez-vous manqué avec l'histoire c'est à dire nos rêves, nos espoirs, nos attentes légitimes...notre humanité car le défi principal des élections de 2005 était de faire du Centrafricain, le sujet de son histoire. Il est en outre un déni de justice car les amnisties en vue vont faire passer en pure perte une partie dramatique de notre histoire qui explique en partie notre présent. Il fondera le lit d'un prochain dialogue , car l'injustice alimente le ressentiment et le ressentiment ouvre la porte à des expéditions.

Les problèmes auxquels sont confrontés les masses centrafricaines ne trouveront pas un début de solutionnement lors ce forum, car il ne sera pas la tabernacle pour la naissance du messie, il ne sera pas créateur d'emplois manufacturiers et il ne permettra pas de faire face aux crises du SIDA, de l'Education, de l'Environnement (santé, énergie, habitat...), de l'Economie, de l'Agriculture, du désenclavement, de l'intégration régionale...

L'expression politique depuis la fin de la transition consensuelle est encadrée par la constitution. Tous ceux qui pensent que le régime en place agit mal n'ont qu'à s'aligner sur cette constitution pour utiliser tous les moyens légaux afin de stopper la descente aux enfers de notre pays : **démission du gouvernement, dissolution de l'assemblée nationale, motion de censure au pire, démission du président de la République avec dans la foulée, nouvelles élections présidentielles...** il n'est aucune absence dans l'esprit du texte qui puisse justifier la rébellion, si ce n'est le couple : Cupidité et Haine.

L'absence de considération politique dans les accords de Syrte, Birao et Libreville justifie la non-nécessité des rebellions car les divergences entre elles et le pouvoir sont sur la forme et non le fond. Ils appartiennent tous au même sérail.

C'est notre démission générale qui permet à la situation de perdurer et à certains de prendre en otage le pays , car sachant manipuler les armes ou des égarés. En étant passif, nous nous faisons complice de ce complot qui a pris en otage le Centrafricain depuis plusieurs décennies en créant les conditions pour le maintenir dans l'asservissement, l'avilissement et l'aliénation. Un crime parfait et bien calculé qui le rend dépassé par les événements, croupissant dans la précarité en ne pensant qu'à l'instantanée et au lendemain immédiat.

Dans un monde en mouvement où les Américains vont placer un noir à la maison blanche, où les Français ont élu président un homme dont le grand-père est Hongrois, où les négro-Mauritaniens réfugiés au Sénégal rentrent , où les militants de l'ANC ont imposé ZUMA à MBEKI, où le procès de Habré va commencer et bientôt ceux de Patassé et Bemba je l'espère, où les libériens ont élu une femme présidente de la République et où les Zimbabwéens ont dit au revoir à Mugabé. Dans ce monde-là, le dialogue politique inclusif que l'on propose au centrafricain n'est pas la panacée à ses

problèmes . Son actualité et sa prochaine tenue sont une insulte à son intelligence et le place devant deux issues :

- **La Fatalité**, c'est-à-dire un avenir déjà compromis par l'usure, l'impunité, la corruption, la gabegie , la gouvernance à vue ... et;
- **L'Avenir** , c'est-à-dire une nouvelle offre politique. Celle qui nous force à avoir foi en nous , en nos capacités et nous place devant notre tâche principale : engagement et persévérance dans le travail et l'excellence qui est la seule mécanique pour transformer nos potentialités en richesses véritables dans un Centrafrique pacifié, réuni et en marche, où l'on mettra le savoir et la technique au service du Centrafricain et de son environnement.

Je suis à la porte de la seconde.

Clément BOUTE-MBAMBA,

Passionné de Centrafrique

1: « votre Auguste Personne n'est pas sans savoir que l'Afrique est la terre de prédilection des empires, et, dans sa mutation actuelle, vibre en écho aux grands empires qui furent ceux du Ghana, du Songhaï, du Mali, du Congo... la naissance de l'empire centrafricain se situe donc bel et bien dans la plus pure tradition africaine, et traduit aujourd'hui plus que jamais la volonté souveraine du peuple centrafricain de refaire son histoire, sauvagement liquidée par plus de soixante dix ans de colonisation. Oui majesté impériale, vous êtes le plus illustre de ces héros de la grande famille des hommes, Symboles de leur temps, et dont le destin se confond avec le destin de leur nation. »

Ange Félix Patassé lors de la présentation des vœux de 1977 du gouvernement à Bokassa.

*Ajouté à cette vision incohérente de notre histoire et de nos réalités, les propos anticonformistes tenus par ce dernier à l'endroit des Ngbaka: « **il faut les tuer tous!!!** », dès son retour à Bangui à partir d'octobre 1979. Propos semblables à ceux tenus par **Apollinaire Dondon Konamabaye**, alors président de l'assemblée nationale au lendemain du coup d'état manqué du 28 mai 2001 à l'endroit des Yakomas : « **...minorité exogène imbue de supériorité... qu'il faut renvoyer chez elle...** »

2: Focky, Sopio, Blagué et Balenguelé furent les seuls, au niveau local à avoir exprimé ouvertement leur refus à l'avènement de l'empire. Ils continuèrent d'utiliser en public du terme prohibé de République Centrafricaine, cela leur valut la prison.

3 : CSADN: Comité de Suivi des Actes du Dialogue National de 2003 dont le l'inventaire n'a pas été fait jusqu'à ce jour.

4: Le partage du pouvoir est cette notion antidémocratique qui ne laisse pas les gagnants d'une élection réaliser le programme sur lequel le peuple les a mandaté. Gouvernement d'union nationale, transition consensuelle...la littérature est riche dans ce domaine.

«Il faut que nous concevions un programme commun de gestion du pays ...Il faut un programme commun pour les deux ou trois ans à venir. Avec, par exemple, la création

d'une armée républicaine, la formation de 400 ou 500 médecins, et d'autres objectifs à déterminer ...Pendant cette période, chacun s'engage à ce qu'il n'y ait pas de troubles. Cela pourrait nous permettre de sortir la tête de l'eau (...) Et après, on peut organiser des élections démocratiques claires ...En ce moment tout le monde navigue à vue, il n'y a pas d'objectif à atteindre. Il nous faut créer les conditions d'une nouvelle +transition+... Créons les conditions de fusion entre l'armée gouvernementale, l'APRD, l'UFRD [...]»

Les propos qui précèdent sont ceux du président de l'APRD, propos tenus à l'AFP à Libreville le 04 mai 2008.

5: La théorie du dialogue fut conceptualisée par le pasteur **Josué Binoua**, candidat aux élections présidentielles de 2005. Selon cette théorie, les problèmes de la RCA se résumeraient autour de trois personnes : **Bozizé, Kolingba et Patassé**. A ce propos, lire : « **Centrafrique, L'Instabilité Permanente** » Éditions l'Harmattan, ISBN: 2-7475-8997-8

6: S'éclairer au bucher ardent est le type d'énergie domestique que l'on utilisait au moyen-âge. Or 20,4% des 81,5% des ménages Centrafricains qui ne sont pas connectés au réseau électrique domestique; utilise le bucher ardent. Il s'agit ici d'un exemple des réalités de nos masses qui ne sont pas prises en compte par les protagonistes de la crise en cours. Voir rapport PNUD/OMD.

7 : Lire **Francis Laloupo** dans le numéro 163 du magazine Nouvel Afrique/Asie d'avril 2003.

(*) : Ces paragraphes sont inspiré d'une tribune de **Crépin Mboli Goumba**, publié en 2001 sous le titre: « **se battre ou mourir** »

REPERES:

1: « **Si J'étais Candidat** » tribune publiée le 4 Octobre 2004 sur les sites internet : www.polele.tk et www.sangonet.com

2: Interview accordée au bihebdomadaire l'Indépendant du **26 juillet 2007**, disponible sur le site www.lindependant-cf.com dans la rubrique Interview.

3: « **Élections ou Dialogue National bis? : la marche forcée vers la répétition de l'histoire.**» Tribune publiée dans l'Indépendant du 27 septembre 2007 et sur les sites www.sozoala.com , www.polele.tk et www.lindependant-cf.com

4: Déclaration générale du Dialogue National de 2003, consultable sur le site Internet : <http://dialogue.national.free.fr/>